



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité

BOAMP.fr

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

Avis de marché

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <https://www.boamp.fr/pages/avis/?q=idweb:24-122012>

Département(s) de publication : **93, 75, 92, 94**

Annonce n° **24-122012**

Section 1 - Acheteur

1.1 Acheteur

Nom officiel : Union des Caisses Nationales de Sécurité sociale (UCANSS)

Forme juridique de l'acheteur : Organisme de droit public

Activité du pouvoir adjudicateur : Protection sociale

Section 2 - Procédure

2.1 Procédure

Titre : Le marché a pour objet des prestations de maintenance multitechnique et l'assistance à maîtrise d'ouvrage (AMOA) dans le cadre de l'exécution de ces prestations de maintenance multitechnique au bénéfice des organismes de la Sécurité sociale d'Ile-de-France.

Description : Les principales missions attendues par le Bénéficiaire dans le cadre du lot n°1 sont les suivantes : - réaliser la maintenance des installations et équipements conformément aux réglementations en vigueur et dans l'état de l'art afin de conserver l'état du patrimoine ; - assurer la conduite et la surveillance des installations ; - intégrer les besoins des occupants et le respect de l'environnement dans la réalisation des prestations ; - assurer le suivi de l'exploitation (opérationnel, contractuel et financier) et pouvoir rendre compte à tout instant au Bénéficiaire ; - suivre et gérer les demandes d'interventions du Bénéficiaire et des occupants ; - gérer le suivi et l'optimisation des énergies et fluides ; - garantir une astreinte en dehors des horaires de présence sur site, 365 jours par an. Les principales missions attendues par le Bénéficiaire dans le cadre du lot n°2 sont les suivantes : - aider à l'établissement du calendrier des étapes pour le lancement et le suivi des missions ; - organiser et piloter des réunions de concertation avec les responsables de l'organisme local concerné par la mission ; - définir les domaines techniques de chaque site du Bénéficiaire, qui seront intégrés au marché de maintenance multi technique (annexe 2) ; - réaliser l'inventaire complet pour permettre de compléter la liste des équipements impactés (annexe 2) ; - assister l'organisme à la rédaction des pièces du marché et mettre à jour les annexes du marché subséquent ; - analyser les offres technique et financière ; - organiser et piloter une réunion de présentation des offres avec un tableau comparatif pour permettre d'identifier le Prestataire retenu ; - accompagner le Bénéficiaire pour le lancement du marché subséquent en organisant et pilotant la réunion de lancement ; - accompagner le Bénéficiaire durant la phase de prise en charge du marché par le Prestataire_Lot 1.

Identifiant de la procédure : 0d34c0a1-6f3a-4ce6-8bdd-2008c1231f8c

Identifiant interne : UCANSS_23AC44

Type de procédure : Ouverte

Principales caractéristiques de la procédure : L'UCANSS est un organisme privé en charge d'une mission de service public. C'est un organisme de Sécurité sociale soumis pour ses achats, conformément à l'article L. 124-4 du Code de la Sécurité sociale et à l'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés publics des organismes de Sécurité sociale, au Code de la commande publique issu de l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du Code de la commande publique et au décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du même code. L'UCANSS, centrale d'achat au sens du Code de la commande publique, conclut ces accords-cadres en application des dispositions de l'article L. 224-5 du Code de la Sécurité sociale, de l'article L. 2113-2 du Code de la commande publique et de l'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés publics des organismes de Sécurité sociale. La procédure de consultation utilisée est la procédure d'appel d'offres ouvert, en application des dispositions des articles L. 2124-2 et R. 2124-2-1° du Code de la commande publique. La technique d'achat choisie est l'accord-cadre en vertu de l'article L. 2125-1-1° du Code de la commande publique. Les organismes bénéficiaires sont ceux visés à l'article L. 224-5 du Code de la Sécurité sociale, et plus particulièrement, les organismes de Sécurité sociale situés en Ile-de-France.

2.1.1 **Objet**

Nature du marché : Services

Nomenclature principale (cpv): 50700000 Services de réparation et d'entretien d'installations de bâtiments

Nomenclature supplémentaire (cpv): 71315200 Services de conseil en bâtiment

2.1.3 **Valeur**

Valeur estimée hors TVA : 3,325,000 Euro

Valeur maximale de l'accord-cadre : 3,990,000 Euro

2.1.4 **Informations générales**

Informations complémentaires : Chaque accord-cadre est multi-attributaires dans les conditions prévues à l'article R. 2162-10 du Code de la commande publique. Chaque accord-cadre est conclu avec trois (3) Titulaires sous réserve d'un nombre suffisant d'offres recevables. Les deux accords-cadres sont conclus sans montant minimum et avec un montant maximum fixé à 3 990 000 Euros H.T. sur leur durée totale (reconductions comprises), conformément aux dispositions de l'article R. 2162-4-2° du Code de la commande publique. Chaque accord-cadre donne lieu à la passation de marchés subséquents au sens de l'article R. 2162-2 alinéa 1 du Code de la commande publique. Chaque marché subséquent est mono attributaire. Il est conclu sans montant minimum et avec un montant maximum. Le montant maximum sera indiqué dans le marché subséquent lors de la survenance du besoin. Conformément à l'article R. 2162-8 du Code de la commande publique, les marchés subséquents prendront la forme d'accords-cadres fixant toutes les conditions d'exécution des prestations et exécutés au moyen de bons de commande émis par chaque organisme de Sécurité sociale bénéficiaire, dans les conditions fixées aux articles R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Les organismes émettent des bons de commande auprès du Titulaire au fur et à mesure de leurs besoins. Chaque organisme de Sécurité sociale

bénéficiaire est chargé, quant à lui, d'exécuter les marchés subséquents pour ce qui le concerne. Il réceptionnera directement la facture du Titulaire du marché subséquent et procédera au règlement de celle-ci directement auprès du Titulaire. L'accord-cadre n° 23AC44 lot n°1 est conclu pour une période ferme de trois (3) ans à compter de sa notification matérialisée par la date de réception électronique de la copie de l'accord-cadre adressée au(x) Titulaire(s). Il sera reconductible tacitement deux (2) fois pour une nouvelle période d'un (1) an. Dans la mesure où l'UCANSS ne souhaiterait pas reconduire l'accord-cadre, elle devra en informer par lettre recommandée avec accusé de réception le(s) Titulaire(s) trois mois avant la date anniversaire de l'accord-cadre. Le(s) Titulaire(s) de l'accord-cadre ne pourra(ont) refuser la reconduction, ni prétendre au versement d'une quelconque indemnité en cas de non-reconduction. La durée maximale de cet accord-cadre, périodes de reconductions comprises, ne pourra pas dépasser cinq ans, par dérogation à l'article L. 2125-1 du Code de la commande publique. En effet, les dates de démarrage des prestations pour chacun des organismes bénéficiaires étant différentes et les phases de prise en charge étant longues à mettre en oeuvre, une durée de quatre ans n'aurait pas permis de rendre attractif cet accord-cadre de maintenance auprès des opérateurs économiques. L'accord-cadre n°23AC44 lot n°2 est conclu pour une période initiale d'un (1) an ferme à compter de sa notification matérialisée par la date de réception électronique de la copie de l'accord-cadre adressée au(x) Titulaire(s). A la date anniversaire de l'accord-cadre, il pourra être reconduit trois (3) fois pour un an par tacite reconduction. Dans la mesure où l'UCANSS ne souhaiterait pas reconduire l'accord-cadre, elle devra en informer par lettre recommandée avec accusé de réception le(s) Titulaire(s) trois mois avant la date anniversaire de l'accord-cadre. Le(s) Titulaire(s) de l'accord-cadre ne pourra(ont) refuser la reconduction, ni prétendre au versement d'une quelconque indemnité en cas de non-reconduction. La durée maximale de cet accord-cadre, périodes de reconduction comprises, ne pourra pas dépasser quatre (4) ans. Au titre des options, l'UCANSS se réserve la possibilité de confier au Titulaire de l'accord-cadre concerné, en application de l'article R. 2122-7 du Code de la commande publique, des marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui lui sont confiées, sans publicité ni mise en concurrence préalables. Le Titulaire s'engage à proposer à l'UCANSS des prestations similaires et à des prix n'excédant pas ceux de l'accord-cadre concerné. Modalités de mise à disposition du DCE : Le dossier de consultation des entreprises est téléchargeable gratuitement à l'adresse suivante : <https://www.marchespublics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2474826&orgAcronyme=s7h> Le téléchargement des documents de la consultation peut s'effectuer de façon anonyme. Toutefois, l'UCANSS recommande aux candidats d'indiquer le nom de la personne chargée du téléchargement ainsi qu'une adresse électronique afin que les compléments d'informations éventuels et/ou précisions puissent leur être communiqués. En cas d'échec dans le téléchargement des documents, le candidat pourra demander que le DCE lui soit envoyé par email. La demande devra être adressée à achat@ucanss.fr et indiquer les raisons pour lesquelles le téléchargement en ligne n'a pas pu aboutir. L'UCANSS lui fera alors parvenir les documents par email. Les candidats suivront les indications fournies dans le Règlement de la Consultation ou dans le Guide d'Utilisation ou les films d'autoformation mis à disposition sur la plateforme de dématérialisation des achats de l'Etat (PLACE) : <https://www.marches-publics.gouv.fr/> Signature électronique des documents : La personne signataire habilitée à engager l'entreprise devra être impérativement titulaire d'un certificat de signature électronique conforme au Règlement européen n°910/2014 du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques « eIDAS ». La signature doit être une signature électronique « avancée » reposant sur un certificat qualifié. La signature peut être qualifiée, au sens du même règlement. Conformément à l'article 2-II de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la

commande publique, le certificat de signature électronique qualifié doit entrer dans l'une des deux catégories suivantes : - certificat qualifié délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement européen ; - certificat délivré par une autorité de certification française ou étrangère répondant aux exigences équivalentes à l'annexe I du règlement européen. Copie de sauvegarde : Les candidats ont la possibilité d'effectuer à la fois une transmission de leur candidature et leur offre : - par voie électronique sur la plateforme de dématérialisation : <https://marches-publics.gouv.fr> ou au moyen d'outils et de dispositifs conformes aux exigences de l'annexe 8 du Code de la Commande Publique « relatif aux exigences minimales des moyens de communication électronique utilisés dans la Commande Publique. - sur support physique électronique (CD ou DVD-rom, clé USB) ou support papier, à titre de copie de sauvegarde. La copie de sauvegarde doit être envoyée par voie postale sous pli scellé avec la mention « Copie de sauvegarde » dans le délai imparti pour la remise des offres. Cette copie est transmise sous pli par voie postale à l'adresse suivante : UCANSS - DIRA Département Achat 6 rue Elsa Triolet 93100 MONTREUIL Consultation n° UCANSS_23 AC 44 « PRESTATIONS DE MAINTENANCE MULTITECHNIQUE ET ASSISTANCE À MAÎTRISE D'OUVRAGE DANS LE CADRE DE L'EXÉCUTION DE CES PRESTATIONS DE MAINTENANCE MULTITECHNIQUE AU BÉNÉFICE DES ORGANISMES DE LA SÉCURITÉ SOCIALE D'ILE-DE-FRANCE » LOT(S) N°(à préciser par le candidat) Ne pas ouvrir Ou par dépôt à l'UCANSS, du lundi au vendredi de 9h30 à 16h30. Le pli devra comporter les mentions suivantes : UCANSS - ACCUEIL Consultation n° UCANSS_23 AC 44 « PRESTATIONS DE MAINTENANCE MULTITECHNIQUE ET ASSISTANCE À MAÎTRISE D'OUVRAGE DANS LE CADRE DE L'EXÉCUTION DE CES PRESTATIONS DE MAINTENANCE MULTITECHNIQUE AU BÉNÉFICE DES ORGANISMES DE LA SÉCURITÉ SOCIALE D'ILE-DE-FRANCE » LOT(S) N°(à préciser par le candidat)

Base juridique :

Directive 2014/24/UE

2.1.5 Conditions du marché public

Conditions de présentation :

Nombre maximal de lots pour lesquels un soumissionnaire peut présenter une offre : 2

Conditions du marché :

Nombre maximal de lots pouvant être attribués à un soumissionnaire dans le cadre de marchés : 2

2.1.6 Motifs d'exclusion

Motifs d'exclusion purement nationaux :

Section 5 - Lot

5.1 Identifiant technique du lot : LOT-0001

Titre : Prestations de maintenance multitechnique au bénéfice des organismes de la Sécurité sociale d'Ile-de-France.

Description : L'accord-cadre a pour objet des prestations de maintenance multitechnique au bénéfice des organismes de la Sécurité sociale d'Ile-de-France. Les prestations couvrent la conduite, la surveillance et la réalisation de la maintenance de niveaux 1 à 4 (norme AFNOR FDX 60-000) des installations techniques des sites des organismes de Sécurité sociale situés en Ile-de-

France. Les principales missions attendues par le Bénéficiaire sont les suivantes : - réaliser la maintenance des installations et équipements conformément aux réglementations en vigueur et dans l'état de l'art afin de conserver l'état du patrimoine ; - assurer la conduite et la surveillance des installations ; - intégrer les besoins des occupants et le respect de l'environnement dans la réalisation des prestations ; - assurer le suivi de l'exploitation (opérationnel, contractuel et financier) et pouvoir rendre compte à tout instant au Bénéficiaire ; - suivre et gérer les demandes d'interventions du Bénéficiaire et des occupants ; - gérer le suivi et l'optimisation des énergies et fluides ; - garantir une astreinte en dehors des horaires de présence sur site, 365 jours par an.

Identifiant interne : 1

5.1.1 Objet

Nature du marché : Services

Nomenclature principale (cpv): 50700000 Services de réparation et d'entretien d'installations de bâtiments

5.1.3 Durée estimée

Durée : 3 An

5.1.5 Valeur

Valeur estimée hors TVA : 3,158,750 Euro

5.1.6 Informations générales

Participation réservée : La participation n'est pas réservée.

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP) : oui

5.1.9 Critères de sélection

Critère :

Type : Capacité économique et financière

Description : - une déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet de l'accord-cadre, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles (2021 à 2023) en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles ; - une attestation d'assurance pour les risques professionnels.

Critère :

Type : Capacité technique et professionnelle

Description : - une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années (2021 à 2023) ; - une présentation d'une liste des principaux services effectués au cours des trois dernières années (2021 à 2023) indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé.

5.1.10 Critères d'attribution

Critère :

Type : Qualité

Description : Valeur technique. Confer RC

Pondération (pourcentage, valeur exacte) : 65

Critère :

Type : Prix

Description : Confer RC

Pondération (pourcentage, valeur exacte) : 30

Critère :

Type : Qualité

Description : Performance environnementale. Confer RC

Pondération (pourcentage, valeur exacte) : 5

5.1.11 Documents de marché

Langues dans lesquelles les documents de marché sont officiellement disponibles :
français

Adresse des documents de marché : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

5.1.12 Conditions du marché public

Conditions de présentation :

Présentation par voie électronique : Requise

Adresse de présentation : <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2474826&orgAcronyme=s7h>

Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation peuvent être présentées : français

Catalogue électronique : Non autorisée

Date limite de réception des offres : 09/12/2024 à 12:00

Date limite de validité de l'offre : 120 Jour

Informations relatives à l'ouverture publique :

Date d'ouverture : 09/12/2024 à 14:00

Conditions du marché :

Le marché doit être exécuté dans le cadre de programmes d'emplois protégés :
Non

Facturation en ligne : Autorisée

La commande en ligne sera utilisée : oui

Le paiement en ligne sera utilisé : oui

Informations relatives aux délais de recours : Les recours pouvant être exercés sont les référés précontractuels et contractuels tels que prévus aux articles 1441-1 et suivants du Code de procédure civile et selon les articles 2 et 11 de l'ordonnance n°2009-515 du 7 mai 2009. Le référé précontractuel peut être exercé jusqu'à la signature du marché et le référé contractuel, à partir de la signature du marché.

5.1.15 Techniques

Accord-cadre :

Accord-cadre, avec remise en concurrence

Informations sur le système d'acquisition dynamique :

Pas de système d'acquisition dynamique

Enchère électronique : non

5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen

Organisation chargée des procédures de médiation : Greffe du tribunal judiciaire de Paris

Organisation chargée des procédures de recours : Tribunal judiciaire de Paris

Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché : Union des Caisses Nationales de Sécurité sociale (UCANSS)

Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours : Greffe du tribunal judiciaire de Paris

5.1 Identifiant technique du lot : LOT-0002

Titre : Assistance à maîtrise d'ouvrage dans le cadre de l'exécution de ces prestations de maintenance multitechnique au bénéfice des organismes de la Sécurité sociale d'Ile-de-France.

Description : Les principales missions attendues par le Bénéficiaire sont les suivantes : - aider à l'établissement du calendrier des étapes pour le lancement et le suivi des missions ; - organiser et piloter des réunions de concertation avec les responsables de l'organisme local concerné par la mission ; - définir les domaines techniques de chaque site du Bénéficiaire, qui seront intégrés au marché de maintenance multi technique (annexe 2) ; - réaliser l'inventaire complet pour permettre de compléter la liste des équipements impactés (annexe 3) ; - assister l'organisme à la rédaction des pièces du marché et mettre à jour les annexes du marché subséquent ; - analyser les offres technique et financière ; - organiser et piloter une réunion de présentation des offres avec un tableau comparatif pour permettre d'identifier le Prestataire retenu ; - accompagner le Bénéficiaire pour le lancement du marché subséquent en organisant et pilotant la réunion de lancement ; - accompagner le Bénéficiaire durant la phase de prise en charge du marché par le Prestataire_Lot 1.

Identifiant interne : 2

5.1.1 Objet

Nature du marché : Services

Nomenclature principale (cpv): 71315200 Services de conseil en bâtiment

5.1.3 Durée estimée

Durée : 1 An

5.1.5 Valeur

Valeur estimée hors TVA : 166,250 Euro

5.1.6 Informations générales

Participation réservée : La participation n'est pas réservée.

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP) : oui

5.1.9 Critères de sélection

Critère :

Type : Capacité économique et financière

Description : - une déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet de l'accord-cadre, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles (2021 à 2023) en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles ; - une attestation d'assurance pour les risques professionnels.

Critère :

Type : Capacité technique et professionnelle

Description : - une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années (2021 à 2023) ; - une présentation d'une liste des principaux services effectués au cours des trois dernières années (2021 à 2023) indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé.

5.1.10 Critères d'attribution

Critère :

Type : Qualité

Description : Valeur technique. Confer RC

Pondération (pourcentage, valeur exacte) : 60

Critère :

Type : Prix

Description : Confer RC

Pondération (pourcentage, valeur exacte) : 30

Critère :

Type : Qualité

Description : Performance environnementale et performance sociale. Confer RC.

Pondération (pourcentage, valeur exacte) : 10

5.1.11 Documents de marché

Langues dans lesquelles les documents de marché sont officiellement disponibles :
français

Adresse des documents de marché : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

5.1.12 Conditions du marché public

Conditions de présentation :

Présentation par voie électronique : Requise

Adresse de présentation : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation peuvent être présentées : français

Catalogue électronique : Non autorisée

Date limite de réception des offres : 09/12/2024 à 12:00

Date limite de validité de l'offre : 120 Jour

Informations relatives à l'ouverture publique :

Date d'ouverture : 09/12/2024 à 14:00

Conditions du marché :

Le marché doit être exécuté dans le cadre de programmes d'emplois protégés :
Non

Facturation en ligne : Autorisée

La commande en ligne sera utilisée : oui

Le paiement en ligne sera utilisé : oui

5.1.15 Techniques

Accord-cadre :

Accord-cadre, avec remise en concurrence

Informations sur le système d'acquisition dynamique :

Pas de système d'acquisition dynamique

Enchère électronique : non

5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen

Organisation chargée des procédures de médiation : Greffe du tribunal judiciaire de Paris

Organisation chargée des procédures de recours : Greffe du tribunal judiciaire de Paris

Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours : Greffe du tribunal judiciaire de Paris

Section 8 - Organisations

8.1 ORG-0002

Nom officiel : Greffe du tribunal judiciaire de Paris

Numéro d'enregistrement : 17750111101763

Adresse postale : Parvis du tribunal de Paris

Ville : PARIS CEDEX 17

Code postal : 75859

Subdivision pays (NUTS) : Paris (FR101)

Pays : France

Adresse électronique : tj-paris@justice.fr

Téléphone : 0144325151

Adresse internet : <https://www.tribunal-de-paris.justice.fr/75>

Rôles de cette organisation :

Organisation chargée des procédures de recours

Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours

Organisation chargée des procédures de médiation

8.1 ORG-0001

Nom officiel : Union des Caisses Nationales de Sécurité sociale (UCANSS)

Numéro d'enregistrement : 78462143500048

Département : DIRA - Département Achat

Adresse postale : 6 rue Elsa TRIOLET

Ville : MONTREUIL

Code postal : 93100

Subdivision pays (NUTS) : Seine-Saint-Denis (FR106)

Pays : France

Point de contact : DIRA - Département achat

Adresse électronique : achat@ucanss.fr

Téléphone : 0145388306

Adresse internet : <http://ucanss.fr>

Rôles de cette organisation :

Acheteur

Centrale d'achat qui passe des marchés publics ou conclut des accords-cadres de travaux, de fournitures ou de services destinés à d'autres acheteurs

Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché

8.1 ORG-0003

Nom officiel : Tribunal judiciaire de Paris

Numéro d'enregistrement : 17750111100013

Adresse postale : Parvis du tribunal de Paris

Ville : PARIS CEDEX 17

Code postal : 75859

Subdivision pays (NUTS) : Paris (FR101)

Pays : France

Adresse électronique : tj-paris@justice.fr

Téléphone : 0144325151

Adresse internet : <https://www.tribunal-de-paris.justice.fr/75>

Rôles de cette organisation :

Organisation chargée des procédures de recours

Section 11 - Informations relatives à l'avis

11.1 Informations relatives à l'avis

Identifiant/version de l'avis : d424a165-d8b7-40c8-b165-b7fdc374df84 - 03

Type de formulaire : Mise en concurrence

Type d'avis : Avis de marché ou de concession – régime ordinaire

Date d'envoi de l'avis : 24/10/2024 à 17:34

Langues dans lesquelles l'avis en question est officiellement disponible : français

11.2 Informations relatives à la publication

Date d'envoi du présent avis à la publication : 24/10/2024